



# Marché Public de Maîtrise d'œuvre

## Cahier des Clauses Administratives Particulières N° PAUNAVARRE 001 du 20/01/2009

Pouvoir adjudicateur

Département des Pyrénées-Atlantiques

Représentant du pouvoir adjudicateur

Monsieur le Président du Conseil général

Objet du marché

Restructuration complète du collège Marguerite de Navarre à PAU.

Marché de maîtrise d'oeuvre sur concours

Remise des candidatures

Date limite de réception :

12 novembre 2008 à 16:30

Réunion du jury d'examen des candidatures

16 janvier 2009

Date d'engagement de la consultation :

11 février 2009

Date limite de remise des prestations

24 avril 2009 à 12h00

07#✓

# Cahier des Clauses Administratives Particulières

## Sommaire

**Article 1 : OBJET DU MARCHÉ ET DÉSIGNATION DES CONTRACTANTS**

**Article 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

**Article 3 : MAÎTRISE D'OUVRAGE**

**Article 4 : MAÎTRISE D'ŒUVRE**

**Article 5 : AUTRES INTERVENANTS DANS L'OPÉRATION**

**Article 6 : MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE**

**Article 7 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ**

**Article 8 : RÉMUNÉRATION DU MAÎTRE D'ŒUVRE**

**Article 9 : ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'ŒUVRE ET PÉNALITÉS**

**Article 10 : RÉGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE**

**Article 11 : ASSURANCES**

**Article 12 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

**Article 13 : DIFFÉRENTS ET RESILIATION**

**Article 14 : PIÈCES À FOURNIR PAR LE TITULAIRE**

**Article 15 : DÉROGATIONS AU CCAG/PI**

04/11

## **Article 1 : OBJET DU MARCHÉ ET DÉSIGNATION DES CONTRACTANTS**

Le présent marché, régi par le présent CCAP, est un marché public de maîtrise d'œuvre relatif à la restructuration complète du collège Marguerite de Navarre à PAU, et ayant pour objet la réalisation de la mission définie à l'article 6.

L'ouvrage sur lequel porte la mission de maîtrise d'œuvre appartient à la catégorie "Neuf / d'ouvrage de Bâtiment".

Il est conclu entre :

- la personne publique désignée dans l'acte d'engagement, dénommée « **maître d'ouvrage** » dans le présent CCAP
- et le titulaire du marché désigné à l'article 1 de l'acte d'engagement dénommé « **maître d'œuvre** » dans le présent CCAP.

Il fait suite à un concours d'architecture et d'ingénierie organisé par le maître d'ouvrage.

## **Article 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

### **2.1 - PIÈCES PARTICULIÈRES**

- 1) - L'acte d'engagement (AE) ses annexes.
- 2) - Le présent CCAP
- Le programme et ses annexes éventuelles, les indications concernant la partie de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître d'ouvrage et affectée aux travaux.
- Les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître d'œuvre en cas de concours.

### **2.2 - Pièces générales en vigueur le 1er jour du mois de l'établissement des prix (mois m0)**

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par le décret n° 78-1306 du 26 décembre 1978 modifié, sous réserve des dérogations expressément prévues à l'article 15 du présent CCAP.
- Le décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.
- L'annexe I et II de l'arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux (annexe 1 : travaux de génie civil ; annexe 2 : travaux de bâtiments).

### **2.3 - NANTISSEMENT - CESSIONS DE CREANCES**

En même temps que la notification du marché, il est remis à la demande du maître d'œuvre une copie de l'original de l'acte d'engagement certifié conforme et portant la mention "copie certifiée conforme à l'original délivré en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit et en cas de cession ou de nantissement de créance consentis conformément à la loi n° 81-1 du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises".

74V

### **Article 3 : MAITRISE D'OUVRAGE**

#### **3.1 - Organisation de la maîtrise d'ouvrage**

- Pouvoir adjudicateur :

Département des Pyrénées-Atlantiques

Le représentant du pouvoir adjudicateur est chargé de mettre en œuvre les procédures de passation et d'exécution des marchés. Il signe les marchés.

- Conducteur d'opération :

Direction de l'Aménagement, de l'Équipement et de l'Environnement (DAEE) – Pôle des constructions scolaires, culturelles et sportives.

Le conducteur d'opération assure une mission d'assistance générale à caractère administratif, financier et technique.

#### **3.2 - Pièces et renseignements à fournir par le maître d'ouvrage**

Il appartient au maître d'ouvrage, conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (loi MOP) :

- de définir le programme de l'opération envisagée et l'enveloppe financière prévisionnelle correspondante, en précisant sa décomposition et notamment la partie de l'enveloppe affectée aux travaux.
- de fixer les objectifs de développement durable, s'ils ne font pas partie du programme
- d'indiquer le délai prévisionnel de réalisation de l'opération : cf art. 3 de l'acte d'engagement.
- d'indiquer le mode de dévolution prévisionnel des marchés de travaux : marchés à lots séparés.

Il fournit en outre, en tant que de besoin, avant le début des études :

- les règles d'urbanisme applicables à l'opération et toute autre information juridique nécessaire
- les éventuelles études antérieures ainsi que, le cas échéant, les observations portées sur celles-ci
- les données techniques déjà connues, complétées éventuellement de celles en projet, dont notamment :
  - les limites séparatives
  - les levés de géomètre (plan cadastral, périmétrique et foncier, plan topographique et de nivellement, relevés des existants, des héberges, des abords, des plantations et des réseaux divers d'alimentation et de rejet, etc.)
  - les servitudes publiques et privées (de sol, de sous-sol, aériennes ou radioélectriques, etc.)
  - les résultats et analyses des campagnes de sondages
  - le résultat des recherches d'éléments construits enterrés, de cavités, carrières, catiches, réseaux et ouvrages enterrés divers, vestiges archéologiques, etc.
  - les contraintes climatiques, sismiques et les plans d'exposition aux risques naturels, etc.
  - les règles et règlements particuliers spécifiques au projet et dont le maître d'ouvrage a connaissance.

En cas de pièces manquantes, il appartient au maître d'œuvre de les réclamer.

Il donne au maître d'œuvre tous les moyens d'accès au site ou aux ouvrages existants

1744



## **Article 4 : MAITRISE D'ŒUVRE**

### **4.1 – Contractant unique**

Le contractant unique est une personne physique ou morale qui est désignée à l'article 1 de l'acte d'engagement.

### **4.2 - Cotraitants**

#### **4.2.1 - Groupement de maîtrise d'oeuvre**

Le groupement peut être solidaire ou conjoint. Il est conjoint lorsque chacun des prestataires, membre du groupement, n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute. Il est solidaire lorsque chacun des prestataires est engagé pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires.

La nature du groupement est précisée à l'article 1 de l'acte d'engagement.

#### **4.2.2 - Le mandataire**

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis à vis de la maîtrise d'ouvrage, et coordonne les prestations des membres du groupement.

Le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement En cas de groupement conjoint

La mission du mandataire est définie en annexe du présent CCAP.

### **4.3 - Sous-traitants**

Le maître d'œuvre peut, à tout moment, sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par le maître d'ouvrage et, pour les architectes, dans les conditions prévues à l'article 37 du décret n° 80-217 du 20 mars 1980 portant code des devoirs professionnels.

## **Article 5 : AUTRES INTERVENANTS DANS L'OPERATION**

Le maître d'ouvrage communique la liste nominative des intervenants et leurs missions respectives.

☐ Programmiste : IOSIS GROUP, 7 avenue Parmentier - 31 200 Toulouse (31).

☐ Géomètre : Sans objet.

☐ Société de reconnaissance des sols : Sans objet

☐ Contrôleur technique : En cours de désignation

- La mission de contrôle technique comporte les éléments de mission suivants :
- Mission LP : relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables.
- Mission S.E.I. : relative à la sécurité des personnes dans les ERP
- Mission TH : relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie
- Mission Hand : relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées.
- Mission P.V. : relative au récolement et à l'examen des procès verbaux des essais effectués sur les installations techniques]

ainsi que les prestations complémentaires suivantes :

- Vérifications techniques avant mise sous tension des installations électriques, nécessaires en vue de l'obtention de l'attestation de conformité visée par le CONSUEL (décret n°72-1120

74/11

du 14 décembre 1972)

- Vérification initiale des installations électriques prescrite à l'article 53 du décret n°88-1056 du 14 novembre 1988.
- Mission d'attestation de certification d'accessibilité handicapés.

Le contrôle intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement pendant laquelle les interventions du contrôleur technique sont demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

- Coordonnateur SPS : En cours de désignation
- Coordonnateur OPC : sans objet, mission complémentaire du présent marché de maîtrise d'œuvre.
- Coordonnateur SSI : sans objet, mission complémentaire du présent marché de maîtrise d'œuvre.

### **Article 6 : MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE**

La mission de maîtrise d'œuvre comprend les éléments de mission suivants.

#### **6.1 - Mission de base**

- Esquisse (**ESQ**)
- Etudes de diagnostic (**DIAG**)
- Etudes d'avant projet sommaire (**APS**)
- Les études d'avant-projet comprennent également l'établissement du dossier en vue de l'obtention : du permis de construire ainsi que l'assistance au maître d'ouvrage au cours de l'instruction.
- Etudes d'avant projet définitif (**APD**)
- Etudes de projet (**PRO**)
- Assistance à la passation des contrats de travaux (**ACT**)
- Visa des études d'exécution et de synthèse (**VISA**)
- Direction de l'exécution des contrats de travaux (**DET**)

Les prestations à réaliser au titre de cet élément de mission s'entendent pour :

- une durée prévisionnelle d'exécution des travaux de 24 mois à étudier selon phasage
- le mode de dévolution des marchés de travaux par : corps d'état séparés

La direction de l'exécution des contrats de travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des contrats de travaux et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du contrat initial de travaux et des avenants.

Le maître d'œuvre, qui a reçu du maître d'ouvrage la mission de suivre l'exécution des travaux :

- Veille à ce que les travaux soient effectués conformément au projet architectural ainsi qu'aux autres dispositions, notamment techniques et économiques, des marchés conclus entre le maître d'ouvrage et les entreprises ;
- Prend dans les conditions fixées par son contrat et en liaison avec le maître d'ouvrage ou le conducteur d'opération, les décisions que nécessite la conduite du chantier, en particulier en cas d'événements imprévus ;
- Fait toutes propositions au maître d'ouvrage en ce qui concerne l'interprétation des clauses du marché ou les conséquences à tirer des modifications apportées au programme par le maître d'ouvrage.

744

- Tient le journal de chantier (propriété du maître d'ouvrage) où sont consignés les visites et constatations du maître d'œuvre, les ordres de service donnés par celui-ci, les conditions climatiques pouvant jouer un rôle sur le déroulement des travaux, les visites et observations du contrôleur technique, du conducteur d'opération, etc...

- Assure une présence minimale sur le chantier: Une réunion hebdomadaire fixe
- Organise les visites de chantier et des opérations préalables à la réception.

- Dirige et exécute les opérations de réception (**AOR**)

## 6.2 – missions complémentaires

- Etudes d'Exécution partielle et de synthèse (**EXE**)
- Ordonnancement, Pilotage et Coordination (**OPC**)
- Définition de la signalétique (**SIGN**)
- Mission de Coordination Système de Sécurité Incendie (**SSI**)

## Article 7 : MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

### 7.1 - Informations réciproques des cocontractants

#### 7.1.1 - Informations données par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre pendant l'exécution du marché

Le maître d'ouvrage communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile pour l'exécution de son marché. Il s'agit notamment :

- de toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire (par exemple, le maître d'ouvrage devra communiquer une copie de toutes les pièces annexées à l'arrêté de permis de construire)
- de toute observation ou de tout document adressés directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants.

#### 7.1.2 - Informations données par le maître d'oeuvre au maître d'ouvrage

Le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

#### 7.1.3 - Secret professionnel

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de la mission, ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

### 7.2 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

NH

### 7.3 - Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Conformément à la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 relative à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le maître d'œuvre doit travailler en liaison avec le coordonnateur "sécurité et protection de la santé" retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination SPS, la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

A ce titre, une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sera confiée à un organisme agréé. La mission relève de la **catégorie d'opération de type 1** et sera rémunérée par le maître d'ouvrage.

Le coordonnateur sera désigné ultérieurement en application de l'article L. 235-4 du code du travail par le maître d'ouvrage.

L'intervention du coordonnateur se fera dans le cadre des conditions définies par les décrets n° 94-1159 du 26 décembre 1994 (section 3) et n° 2003-68 du 24 janvier 2003.

#### **Collaboration Maître d'œuvre – Coordination SPS en phase étude, conception, élaboration du projet :**

- Le maître d'œuvre devra associer le "coordonnateur sécurité" désigné par le maître d'ouvrage aux diverses réunions de maîtrise d'œuvre,
- Le maître d'œuvre adressera au "coordonnateur sécurité" ses études aux diverses étapes de conception APS - APD - PRO.
- Le maître d'œuvre tiendra compte des observations du "coordonnateur sécurité" dans la mesure où il les estime justifiées et sans incidence notable sur le projet architectural,
- Le maître d'œuvre sera tenu d'intégrer lors de l'élaboration des documents graphiques et pièces écrites du dossier de consultation des entreprises, les mesures d'organisation générale du chantier, de coordination en matière de sécurité et santé des travailleurs entraînant des sujétions particulières pour les entreprises. Par ailleurs, devront être précisés dans les pièces contractuelles, les moyens et l'autorité que le maître d'ouvrage délègue au "coordonnateur sécurité".

#### **Collaboration Maître d'œuvre – Coordination SPS en phase réalisation de l'ouvrage**

Dans le cadre de la mission "Direction de l'Exécution des Travaux", le maître d'œuvre sera tenu :

- d'associer le "coordonnateur sécurité aux divers rendez-vous de chantier, une phase horaire d'intervention adaptée à l'importance du chantier lui sera réservée,
- de répercuter soit par comptes-rendus, soit par ordres de service aux entreprises, les consignes, rappels du "coordonnateur sécurité" restés sans suite.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

### 7.4 - Présentation et approbation des prestations de maîtrise d'œuvre

#### 7.4.1 - En phase Etudes

741

- Conditions de présentation des prestations par le maître d'œuvre

• Délais d'établissement des documents d'études : ils sont fixés dans l'acte d'engagement.

• Présentation des documents

Conformément à l'article 32-2 du CCAG-PI, le maître d'œuvre doit aviser par écrit le maître d'ouvrage de la date à laquelle les prestations seront présentées en vue des vérifications d'approbation.

• Le point de départ des délais et le nombre d'exemplaires à fournir au maître d'ouvrage sont les suivants :

	Point de départ des délais de présentation des études	Nombre d'exemplaires
Etudes d'esquisse (adaptation de l'esquisse)	Date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de la notification du marché.	<b>5</b> (format papier)
Etudes de Diagnostic	• Date d'effet indiquée dans l'ordre de service	<b>3</b> (format papier)
Etudes d'avant projet sommaire	• Date d'effet indiquée dans l'ordre de service	<b>5</b> (format papier)
Etudes d'avant projet définitif	• A défaut, date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de l'ordre d'engager les études de la phase concernée.	<b>5</b> (format papier)
Dossier de permis de construire	Simultanément avec dossier APD	<b>8</b> (format papier)
Etudes de projet	Date d'effet indiquée dans l'ordre de service	<b>3</b> (format papier)
ACT : Dossier de consultation des entreprises	Date d'effet indiquée dans l'ordre de service	<b>2 exemplaires sur papier</b> (dont 1 reproductible) <b>+ 1 exemplaire sur format informatique</b> (Word ou PDF pour les pièces écrites, Excel pour le DPGF et dwg pour les plans)
Analyse des offres	Date de la CAO d'ouverture des plis.	<b>2 exemplaires sur papier</b>
mise au point des marchés	Date de la CAO de décision	
Etudes d'exécution	Approbation du dossier PRO, et simultanément à la mission DET	1 exemplaire par destinataire intéressé
Dossier des ouvrages exécutés	Date de la réception des travaux	exemplaire sous Cdrom au format pdf pour les pièces écrites et dwg pour les plans

- Délais d'approbation des documents par le maître d'ouvrage

La décision par le maître d'ouvrage d'approuver, avec ou sans réserves, ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

MAU



	Délais d'approbation en jours
Etudes d'esquisse	20
Etudes de diagnostic	20
Etudes d'avant projet sommaire	20
Etudes d'avant projet définitif	30
Etudes de projet	20
Etudes d'exécution	20
Dossier de consultation des entreprises	30

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise des études par le maître d'œuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans les délais définis ci-dessus, la prestation est considérée comme acceptée, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément au dernier alinéa de l'article 33.1 du CCAG-PI.

L'approbation tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

#### 7.4.2 - En phase Travaux

##### - Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Conformément à l'article 13 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le maître d'œuvre doit procéder, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Le projet de décompte mensuel est accepté ou rectifié (erreurs de calcul uniquement) par le maître d'œuvre qui l'envoie ensuite au maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 13.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur.

Il transmet au maître d'ouvrage en vue du paiement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

##### Délai de vérification

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs et à leur transmission au maître d'ouvrage est fixé à SEPT (7) jours à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise, ceci afin de permettre au maître d'ouvrage de respecter les délais de paiement ( suivant art. 98 du code des marchés publics : 35 jours à compter du 01/01/2010 et 30 jours à compter du 01/07/2010).

##### - Vérification du projet de décompte final des entrepreneurs

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 13.31 du CCAG applicable aux marchés de travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 13.41 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le décompte général.

#### Délai de vérification

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final des entrepreneurs et à sa transmission au maître d'ouvrage est fixé à QUINZE (15) jours à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

### X 7.5 - Ordres de service

Les décisions du maître d'ouvrage prennent la forme d'un ordre de service qui est un document écrit devant être notifié au maître d'œuvre.

#### 7.5.1 - Forme de la notification

L'ordre de service est remis au maître d'oeuvre contre récépissé, ou adressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### 7.5.2 - Nécessité d'un ordre de service du maître d'ouvrage

- Quand une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que notamment l'ordre donné au maître d'œuvre d'engager un élément de mission).
- Quand le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre.
- Quand une décision du maître d'ouvrage est susceptible de modifier les dispositions contractuelles.

#### 7.5.3 - Effets d'un ordre de service - Possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des réserves

- Le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserve de sa part, sauf dans les cas où les prescriptions du maître d'ouvrage seraient susceptibles de présenter des risques pour les personnes ; de réduire la sécurité ou de contrevenir à une disposition légale ou réglementaire.
- Lorsque le maître d'œuvre estime que les prescriptions d'un ordre de service appelle des réserves de sa part, il doit les présenter par écrit au maître d'ouvrage dans un délai de 30 jours calendaires ; le délai courant à compter du jour suivant la notification de l'ordre de service.

### > 7.6 - Avenants négociés avec le maître d'ouvrage

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre et le forfait définitif de rémunération sont arrêtés par avenant conformément aux dispositions des articles 29 et 30 du décret 93-1268 du 29 novembre 1993.

De plus, toute modification des dispositions contractuelles fait l'objet d'un avenant pour tenir compte notamment :

- des conséquences sur le marché de maîtrise d'œuvre, de l'évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, conformément aux dispositions de l'article 2-1 de la loi MOP
- des modifications éventuelles dans le contenu ou la complexité des prestations de maîtrise d'œuvre résultant des modifications de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage, conformément à l'article 30-3 du décret 93-1268 du 29 novembre 1993

D.H.V.

- des aléas non imputables à la maîtrise d'œuvre
- • au stade de la consultation des entreprises, des variantes qui seraient acceptées par le maître d'ouvrage et qui remettraient en cause la conception de la maîtrise d'œuvre, rendant ainsi nécessaire la reprise des études
- • des modifications de phasage ou des délais de réalisation des études ou des travaux
- du suivi des réserves formulées lors de la réception et non levées à l'issue de la garantie de parfait achèvement.

#### 7.7 - ORDRES DE SERVICE DELIVRES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE

[ Le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre qui les adresse aux entrepreneurs, dans un délai de dix (10) jours, dans les conditions précisées à l'article 2-5 du CCAG Travaux.

##### Pénalité pour retard dans la délivrance des ordres de service

Le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant hors taxes par jour de retard est fixé à 1/1000 du montant de son marché.

Toutefois, dans les cas suivants :

- modification du programme initial entraînant une modification de projet
- notification de la date de commencement des travaux
- passage à l'exécution d'une tranche conditionnelle
- notification du prix nouveau aux entrepreneurs pour les ouvrages ou travaux non prévus
- interruption ou ajournement des travaux
- modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage,

→ [ le maître d'œuvre ne peut émettre les ordres de service qu'après les avoir fait contresigner par le maître d'ouvrage ou avoir obtenu une décision écrite préalable. ]

#### 7.8 - ACHEVEMENT DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE

→ [ La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement. —

### **Article 8 : REMUNERATION DU MAITRE D'ŒUVRE**

Le présent marché de maîtrise d'œuvre est un marché forfaitaire conclu à prix provisoire :

- Il est à prix révisable

La rémunération du maître d'œuvre est établie :

- selon un pourcentage qui s'applique au montant hors taxes des travaux

#### 8.1 - CARACTERE FORFAITAIRE DU MARCHE

[ La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites par le CCAP du marché.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération.

NH



## 8.2 - ÉTABLISSEMENT DU FORFAIT PROVISOIRE DE REMUNERATION

Le montant du marché, fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire, conformément aux dispositions de l'article 19-III du code des marchés publics 2009 et de l'article 29 du décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Le montant du forfait provisoire de rémunération est établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la négociation du marché :

- contenu de la mission fixée par le CCAP et les assurances à souscrire
- programme
- partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le maître d'ouvrage
- éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement, à la nature et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles.
- délais des études du maître d'œuvre et délai de leur approbation par le maître d'ouvrage
- mode de dévolution des marchés de travaux
- durée prévisionnelle d'exécution des travaux, et leur éventuel phasage
- découpage éventuel de l'opération en plusieurs tranches de réalisation
- continuité du déroulement de l'opération.

## 8.3 - PASSAGE AU FORFAIT DÉFINITIF DE REMUNERATION

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD et de l'engagement du maître d'œuvre sur l'estimation prévisionnelle définitive des travaux.

Pour passer de la rémunération provisoire à la définitive, les parties conviennent de retenir les dispositions prévues par l'annexe 1 de l'acte d'engagement sachant que : le forfait définitif de rémunération (F) est le produit du taux définitif de rémunération (t') par le montant du coût prévisionnel définitif sur lequel s'engage le maître d'œuvre (C) soit  $F = C * t'$ .

Forfait définitif de rémunération = coût prévisionnel de l'ouvrage × taux définitif de rémunération

## 8.4 - Modalités de révision

### 8.4.1 - Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0, soit avril 2009.

### 8.4.2 - Révision du prix du marché de maîtrise d'œuvre

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision, donnée par la formule :  $C = 0,125 + 0,875 \text{ Im/Io}$  dans laquelle Im et Io sont les valeurs prises par l'index ingénierie respectivement au mois m0 (mois d'origine) et au mois m (mois de révision).

Ce mois m est déterminé comme suit :

- index du mois au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission est facturable

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage doit procéder au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le maître d'ouvrage procédera à la révision définitive dès que les index seront publiés.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

L'index de référence est l'index INGENIERIE (ING)

14/1

## 8.6 - Taxe sur la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

# Article 9 : ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'ŒUVRE ET PENALITES

## 9.1 - ENGAGEMENT DE LA MAÎTRISE D'ŒUVRE SUR LE COUT DE L'OPERATION

### 9.1.1 - Avant la passation des marchés de travaux

#### - Enveloppe financière fixée par le maître d'ouvrage

Cette enveloppe financière affectée aux travaux comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme.

#### - Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux

L'avancement des études permet au maître d'œuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

#### - Estimation du coût prévisionnel des travaux établie par le maître d'œuvre et engagement

Le coût prévisionnel est la somme des montants de travaux sur lesquels le maître d'œuvre assume sa mission et qui sont nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage.

L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue de l'APD sur la base de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux.

L'estimation définitive est assortie d'un taux de tolérance de **2%**

Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance)

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

#### - Prise en compte des modifications intervenues

Si en cours d'exécution du marché, le maître d'ouvrage décide des modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur l'estimation prévisionnelle des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant, conformément à l'article 7.6.

Le réajustement du nouveau coût prévisionnel des travaux au mois m0 s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pour l'ensemble des travaux.

#### - Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux.

NH

Ce coût est obtenu en multipliant le montant de l'offre ou des offres considérée(s), comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre et au mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

#### **- Respect de l'engagement du maître d'œuvre**

Le respect de l'engagement du maître d'œuvre s'apprécie sur le coût global de référence et non lot par lot.

#### **- Conséquences du non respect de l'engagement**

Lorsque le coût de référence dépasse le seuil de tolérance défini ci-dessus, le maître d'ouvrage peut :

- soit accepter l'offre ou les offres des entreprises
- soit demander à la maîtrise d'œuvre une reprise partielle des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettrait de réduire le coût. Dans ce cas, conformément à l'article 30.I alinéa 2 du décret du 29 novembre 1993, la reprise des études est effectuée sans rémunération supplémentaire.

Dans tous les cas, aucune pénalité financière ne peut être appliquée à ce stade.

#### **9.1.2 - Après la passation des marchés de travaux**

##### **- Coût de réalisation des travaux**

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

##### **- Tolérance sur le coût de réalisation des travaux**

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de **2 %**

Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)

##### **- Comparaison entre réalité et tolérance**

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

N4V

### - Conséquences du non respect de l'engagement

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) x 10 % (taux de pénalité)

Cependant, conformément à l'article 30.II du décret 93-1268 du 29 novembre 1993, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

## 9.2 - PENALITES DE RETARD APPLICABLES A LA MAITRISE D'ŒUVRE

### 9.2.1 - Pénalités en cas de retard dans la présentation des documents

- Le délai d'adaptation de l'esquisse est fixé dans l'acte d'engagement. Le point de départ de ce délai est la date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de la notification du marché.

- Les délais d'établissement des documents sont fixés dans l'acte d'engagement. Le point de départ de ces délais sont fixés comme suit : date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de l'acceptation du document d'étude précédent dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération.

En cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des documents, dont les délais sont fixés dans l'acte d'engagement, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de :

DIAG	100 € HT
APS	100 € HT
APD	100 € HT
PRO	100 € HT
VISA	100 € HT
EXE	100 € HT
DCE	100 € HT
AOR	100 € HT

### 9.2.2 - Pénalités en cas de retard dans la vérification des projets de décomptes et du décompte final

Si le délai fixé à l'article 7.4.2 n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le taux, par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé :

- Pour les décomptes mensuels à 100 € HT pour chaque lot correspondant.

- Pour le décompte final à **1/1000** du montant toutes taxes comprises du décompte général correspondant.

Cependant, si le retard du maître d'œuvre entraîne le versement d'intérêts moratoires aux entreprises, le montant des pénalités qu'il encourt est égal au montant des intérêts moratoires qui lui sont imputables, dans la limite du taux légal majoré de 2 points.

NTW

### 9.2.3 - Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de un (1) mois à compter de la réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation de l'entreprise.

Passé ce délai, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de 200 € HT.

## Article 10 : REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

### 10.1 - AVANCE

#### 10.1.1 - Les avances versées au titulaire

Lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €, l'avance prévue à l'article 87 du code des marchés publics est versée au titulaire, sauf en cas de refus de celui-ci à l'article 6.2 de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si la durée du marché est égale ou inférieure à 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial divisé par la durée du marché.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant initial du marché. Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

#### 10.1.2 - Les avances versées aux sous-traitants

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, lorsque le montant de leurs prestations est au moins égal à 50 000 € HT.

Le titulaire transmet immédiatement au maître d'ouvrage la demande de versement, dont le montant est égal à 5% du montant des prestations sous-traitées, émise par le sous-traitant.

Les modalités de calcul et de remboursement de l'avance sont fixées les dispositions du code des marchés publics.

### 10.2 - LES ACOMPTES

#### 10.3.1 - Montant de l'acompte

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique des prestations exécutées dans les conditions ci-après.

DHV



### - Etat périodique

L'état périodique, établi par le maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments de la mission. Il sert de base à l'établissement, par le maître d'œuvre, du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

### - Projet de décompte périodique

Pour l'application des articles 12 et 12 bis du CCAG-PI, le maître d'œuvre envoie au maître d'ouvrage son projet de décompte périodique par lettre recommandée avec avis de réception ou le lui remet contre récépissé dûment daté.

### - Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le maître d'ouvrage correspond au montant des sommes dues, du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant étant évalué en prix de base hors TVA.

Il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'études et calculées conformément à l'article 9.2.

### - Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître d'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- 1) le montant du décompte périodique, déduction faite du montant du décompte précédent,
- 2) l'incidence de la TVA,
- 3) l'incidence de la variation des prix,
- 4) le montant total de l'acompte à verser qui est égal à la somme des montants des 1°, 2° et 3° ci-dessus, éventuellement augmentée des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre l'état d'acompte. S'il modifie le projet de décompte périodique du maître d'œuvre, il joint le décompte modifié.

#### 10.3.2 - Modalités de règlement de l'acompte

### - La demande d'acompte

Le maître d'œuvre envoie à la personne responsable du marché, son projet de décompte, accompagné d'une demande de paiement, par lettre recommandée avec accusé de réception ou le lui remet contre récépissé dûment daté.

### -Echéancier de paiement des acomptes

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, conformément à l'article 86 du code des marchés publics, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous.

74V

Éléments de mission	Exigibilité de l'acompte
Esquisse	30 000 €HT au titre de la prime lors de la remise des épreuves du concours Le solde à l'approbation définitive du maître d'ouvrage
Diagnostic	100% à la remise du dossier
Etudes d'avant projet sommaire	70% à la remise du dossier 30% à l'approbation définitive du maître d'ouvrage
Etudes d'avant projet définitif	70% à la remise du dossier 30% à l'approbation définitive du maître d'ouvrage
Etudes de projet	70% à la remise du dossier 30% à l'approbation définitive du maître d'ouvrage
Assistance pour la passation des contrats de travaux	60% à la remise du DCE 20% à la remise du rapport d'analyse des offres 20% après la mise au point des marchés de travaux
Visa des études d'exécution et de synthèse	100% VISA/ n, n étant le nombre de mois correspondant à la période de préparation du chantier + le nombre de mois de chantier
Direction de l'exécution des contrats de travaux	90% DET/ n, n étant le nombre de mois correspondant à la période de préparation du chantier + le nombre de mois de chantier. 10% à la remise du décompte général définitif
Assistance aux opérations de réception	30 % à la transmission des PV des opérations préalables avec ou sans réserves 30 % à la levée des réserves 30 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés 10% à la fin du délai de garantie de parfait achèvement

Missions complémentaires	Exigibilité de l'acompte
EXE	50% à la remise du DCE 50% au prorata de l'avancement de la mission DET
SSI	50% à la remise du dossier « cahier des charges » 50% à la réception des travaux et remise du dossier d'identité
SIGN	30% à la remise du dossier (phase DCE) 20 % à la fin des études d'exécution 50% à la réception des travaux
OPC	10 % à la fin de la période de préparation et d'établissement des plannings détaillés d'exécution. 80% OPC/n (n étant le nombre de mois correspondant à la période de préparation du chantier + le nombre de mois de chantier) 10% à l'achèvement du chantier

#### 10.4 - LE SOLDE

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 7.8 du présent CCAP, le maître d'œuvre adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

#### - Décompte final

Le décompte final définissant la rémunération en prix de base, hors TVA, due au titre du

CCAP N°	PAUNAVARRE 001 20/01/2009		19	28	
---------	---------------------------	--	----	----	--

RAV

marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission, établi par le maître d'ouvrage, comprend :

- 1) le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final établi par le maître d'œuvre
- 2) la pénalité en cas de dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage
- 3) les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre conformément à l'article 9.2 du présent CCAP.

#### **- Décompte général - Etat du solde**

Le décompte général comprend :

- 1) le décompte final ci-dessus
- 2) la récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître d'ouvrage
- 3) le montant en prix de base, hors TVA, du solde. Ce montant est la différence entre le décompte final et le dernier décompte périodique ( $3^o = 1^o - 2^o$ )
- 4) l'incidence de la TVA
- 5) l'incidence de la variation des prix appliquée sur le montant du solde ( $3^o$ )
- 6) l'état du solde à verser au maître d'œuvre (montant du solde + TVA + incidence de la révision)
- 7) la récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général
- 8) le montant des intérêts moratoires éventuellement versés.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif après acceptation (signature) par le maître d'œuvre.

#### **10.5 - Délai de paiement**

Le délai global de paiement des avances, acomptes, soldes et indemnités est fixé à quarante (40) jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, des intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai. Le taux applicable est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires commencent à courir, majoré de deux points.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception par le maître d'ouvrage de la demande de paiement.

### **Article 11 : ASSURANCES**

#### **11.1 - OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE**

Le maître d'ouvrage déclare avoir été informé par le maître d'œuvre de la possibilité de souscrire, avant l'ouverture du chantier, une assurance de dommages à l'ouvrage, dans les conditions prévues à l'article L.242-1 du code des assurances. Cette assurance couvre les dommages qui compromettent la solidité de l'ouvrage construit ou qui le rendent impropre à sa destination, et qui, en principe, sont apparus après l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement.

Le maître d'ouvrage déclare avoir été informé en outre de la possibilité de souscrire des assurances complémentaires couvrant notamment :

- les dommages subis par l'ouvrage pendant l'exécution des travaux

NAV ✓



- les dommages subis par les existants du fait de l'exécution des travaux (c'est-à-dire subis par les parties du bâtiment existant avant l'ouverture du chantier et appartenant au maître d'ouvrage)
- les dommages causés aux avoisinants du fait de l'exécution des travaux (c'est-à-dire causés aux bâtiments voisins ou aux parties du bâtiment existant avant l'ouverture du chantier et n'appartenant pas au maître d'ouvrage)

Par ailleurs, lorsque l'utilisation de tout ou partie de l'ouvrage est maintenue pendant l'exécution des travaux, le maître d'ouvrage déclare avoir été informé :

- de la possibilité d'assurer la responsabilité qu'il encourt du fait des dommages résultant de l'utilisation de tout ou partie de l'ouvrage
- de la nécessité de vérifier que cette utilisation est bien prise en compte par les assurances de responsabilité des entrepreneurs

## 11.2 - OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre (contractant unique ou chaque contractant) assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages corporels, matériels ou immatériels. Il assume en particulier celles qui découlent des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 2270 du code civil dans les limites de la mission qui lui est confiée. Il est assuré contre les conséquences pécuniaires de ces responsabilités par le contrat d'assurance désigné à l'acte d'engagement.

Ce contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L 241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code. Pour les architectes, il est conforme aux exigences de l'article 16 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

L'attestation d'assurance professionnelle du maître d'œuvre (contractant unique ou chaque contractant) est jointe au présent contrat. Le cas échéant, une attestation d'assurance professionnelle est fournie chaque année, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée.

## Article 12 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Utilisation des résultats : OPTION B telle que définie au chapitre IV du CCAG/PI (article 19 à 31 inclus).

La propriété intellectuelle trouve son fondement dans les articles L 111-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle. Sont ainsi protégés du seul fait de leur création : les plans, croquis, maquettes et ouvrages conçus par l'architecte, qu'ils aient fait ou non l'objet d'un contrat de maîtrise d'œuvre.

L'architecte jouit, en tant qu'auteur, du droit au respect de son nom, de sa qualité et de son œuvre. Ce droit est attaché à sa personne. Il est perpétuel, inaliénable et imprescriptible. À la mort de l'auteur, il est transmis à ses héritiers.

L'architecte a notamment le droit :

- d'inscrire son nom sur son œuvre, qu'il s'agisse des plans d'études, de conception ou de l'édifice lui-même, et d'exiger que son nom y soit maintenu
- de voir préciser ses nom et qualité à l'occasion de la publication des plans ou photos de l'édifice
- de veiller au respect de sa signature
- de s'opposer à la modification de son œuvre en cas de dénaturation.

N4V

## Article 13 : DIFFERENTS ET RESILIATION

### 13.1 - Règlement amiable des différends

#### 13.1.1 - Conciliation par un tiers Sans objet

#### 13.1.2 - Saisine du comité consultatif de règlement amiable

A défaut de parvenir à un accord amiable, et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du marché, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable qui est chargé de trouver une solution amiable et équitable.

### 13.2 - RESILIATION DU MARCHE

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues aux articles 35 à 40 inclus du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

#### 13.2.1 - Résiliation sur décision du maître d'ouvrage

Si le maître d'ouvrage décide la cessation définitive de la mission du maître d'œuvre sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision doit être notifiée conformément à l'article 35-1 du CCAG-PI et la fraction de la mission déjà accomplie est rémunérée sans abattement.

Dans ce cas de résiliation, l'indemnisation prévue au 4° de l'article 36.2 du CCAG-PI est fixée à 4 % de la partie résiliée du marché.

#### 13.2.2 - Résiliation sur demande du maître d'œuvre

Conformément aux articles 39-7 et 39-8 du CCAG PI, si le maître d'œuvre rencontre des difficultés imprévisibles dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, il peut en demander la résiliation au maître d'ouvrage. Les prestations réalisées sont réglées sans abattement.

#### 13.2.3 - Résiliation aux torts du maître d'œuvre

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 37 et 39 du CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %.

Toutefois, en cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (article 39-1 du CCAG-PI), les prestations sont réglées sans abattement.

#### 13.2.4 - Arrêt de l'exécution de la mission

Conformément à l'article 18 du CCAG/PI, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacun des éléments de mission, considérés comme des phases techniques.

### 13.3 - TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE

En cas de litige, les parties conviennent, conformément à l'article R.312-11 du code de justice administrative, de saisir :

- - le tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le maître d'ouvrage : Tribunal administratif de PAU.

7/4/

## Article 14 : PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE

En application de l'article 46 du Code des Marchés, le titulaire produit tous les 6 mois et ce jusqu'à la fin de l'exécution du présent marché :

### 1/ Application de l'article D8222-5 du code du travail (entreprises françaises)

En application de l'article D8222-5 du code du travail le ou les titulaires du marché produisent lors de la conclusion du marché les documents suivants :

- **une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six mois (art. D8222-5-1°-a)**
- **une attestation sur l'honneur établie par le cocontractant :**
  - ↳ **du dépôt auprès de l'administration fiscale de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. D8222-5-1°-b)**
  - ↳ **de réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L1221-10, L3243-2 et R3243-1 du Code du Travail (art. D8222-5 -3°)**
- **Ces deux attestations sur l'honneur doivent être datées d'un jour situé entre la date de l'information de l'attribution du marché au candidat et la date de signature du marché.**
- **Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D8222-5-2°) :**
  - a) **Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;**
  - b) **Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;**
  - c) **Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;**
  - d) **Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.**
- **Une copie du certificat URSSAF (n° 11943\*01), une copie du formulaire DC7, présentant chacun une situation arrêtée de moins de 6 mois ainsi que la fourniture du formulaire DC6 sont acceptées.**
- **Lors de l'exécution du marché, les pièces mentionnées ci-dessus doivent être renouvelées tous les 6 mois suivant la date de signature du marché.**
- **En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire, et après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D8222-5 du code du travail. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai d'un mois.**

NH✓

### **1bis/ Application de l'article D8222-7 du code du travail (entreprises étrangères)**

En application de l'article D8222-7 du code du travail le ou les titulaires du marché produisent **lors de la conclusion** du marché les documents suivants :

Un document mentionnant son **numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts** ; si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France (art. D8222-7-1°-a) ;

Un document attestant **la régularité de la situation sociale du cocontractant** au regard du règlement (CEE) n° 1408/71 du 14 juin 1971 ou d'une convention internationale de sécurité sociale ou, à défaut, une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme français de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant au cocontractant et datant de moins de six mois (art. D8222-7-1°-b) ;

- Lorsque **l'immatriculation** du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants (art. D8222-7-2°) :
  - a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
  - b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
  - c) Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.
- Lorsque le cocontractant emploie des salariés pour effectuer une prestation de services d'une durée supérieure à un mois, une attestation sur l'honneur établie par ce cocontractant, datée d'un jour situé entre la date de l'information de l'attribution du marché au candidat et la date de signature du marché, certifiant de la fourniture à ces salariés de bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1, ou de documents équivalents (art. D8222-7-3°)
- 
- Lors de l'exécution du marché, les pièces mentionnées ci-dessus doivent être renouvelées tous les 6 mois suivant la date de signature du marché.
- 

Les documents et attestations énumérés par le présent article doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire, et après **mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D8222-7 du code du travail. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai d'un mois.**

### **2/ Application de l'article D8254-2 du Code du Travail**

En application de l'article D8254-2 du Code du Travail, le ou les titulaires du marché remettent **lors de la conclusion du marché** la liste nominative des salariés étrangers qu'ils emploient et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L5221-2 dudit code.

744

Cette liste précisera, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Cette liste sera établie à partir du registre unique du personnel.

Lors de l'exécution du marché, cette communication devra être renouvelée tous les 6 mois suivant la date de signature du marché.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire, et après **mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai d'un mois.**

### **2bis/ Application de l'article D8254-3 du Code du Travail (entreprises étrangères)**

En application de l'article D8254-3 du Code du Travail, le ou les titulaires du marché établis à l'étranger et qui détachent des salariés sur le territoire national pour l'exécution de ce contrat, remettent **lors de la conclusion du marché** une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail.

Cette liste précisera, pour chacun d'eux, leur date d'embauche, leur nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Cette liste sera établie à partir du registre unique du personnel.

**Lors de l'exécution du marché, cette communication devra être renouvelée tous les 6 mois suivant la date de signature du marché.**

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire, et après **mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai d'un mois.**

### **1bis/ Application de l'article D8222-7 du code du travail (entreprises étrangères)**

En application de l'article D8222-7 du code du travail le ou les titulaires du marché produisent **lors de la conclusion** du marché les documents suivants :

Un document mentionnant son **numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts** ; si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France (art. D8222-7-1°-a) ;

Un document attestant **la régularité de la situation sociale du cocontractant** au regard du règlement (CEE) n° 1408/71 du 14 juin 1971 ou d'une convention internationale de sécurité sociale ou, à défaut, une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme français de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant au cocontractant et datant de moins de six mois (art. D8222-7-1°-b) ;

- Lorsque **l'immatriculation** du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants (art. D8222-7-2°) :
  - a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;

NH



- b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
  - c) Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.
- **Lorsque le cocontractant emploie des salariés pour effectuer une prestation de services d'une durée supérieure à un mois, une attestation sur l'honneur établie par ce cocontractant, datée d'un jour situé entre la date de l'information de l'attribution du marché au candidat et la date de signature du marché, certifiant de la fourniture à ces salariés de bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1, ou de documents équivalents (art. D8222-7-3°)**
  - **Lors de l'exécution du marché, les pièces mentionnées ci-dessus doivent être renouvelées tous les 6 mois suivant la date de signature du marché.**

Les documents et attestations énumérés par le présent article doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire, et après **mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D8222-7 du code du travail. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai d'un mois.**

## **2/ Application de l'article D8254-2 du Code du Travail**

En application de l'article D8254-2 du Code du Travail, le ou les titulaires du marché remettent **lors de la conclusion du marché** la liste nominative des salariés étrangers qu'ils emploient et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L5221-2 dudit code.

Cette liste précisera, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Cette liste sera établie à partir du registre unique du personnel.

**Lors de l'exécution du marché, cette communication devra être renouvelée tous les 6 mois suivant la date de signature du marché.**

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire, et après **mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai d'un mois.**

## **2bis/ Application de l'article D8254-3 du Code du Travail (entreprises étrangères)**

En application de l'article D8254-3 du Code du Travail, le ou les titulaires du marché établis à l'étranger et qui détachent des salariés sur le territoire national pour l'exécution de ce contrat, remettent **lors de la conclusion du marché** une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail.

Cette liste précisera, pour chacun d'eux, leur date d'embauche, leur nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Cette liste sera établie à partir du registre unique du personnel.

740

**Lors de l'exécution du marché, cette communication devra être renouvelée tous les 6 mois suivant la date de signature du marché.**

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire, et après **mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai d'un mois.**

**- les pièces mentionnées aux articles R324-4 ou R324-7 du Code du Travail, détaillées ci-dessous :**

Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant et datant de moins de six mois ;

Une attestation sur l'honneur du cocontractant du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le cocontractant n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au a ou au b du 2° du présent article ;

Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.

- d) Lorsque le cocontractant emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par ce cocontractant, à la date de signature du contrat et tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 320, L. 143-3 et R. 143-2.

**Les pièces mentionnées sont à produire spontanément par le titulaire.**

En cas de non production et après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

L'article R324-7 du Code du Travail dont le détail n'est pas donné dans le présent CCAP s'appliquera à tout contractant établi ou domicilié à l'étranger, en remplacement de l'article R324-4 du Code du Travail.

7/11

**Article 15 : DEROGATIONS AU CCAG/PI**

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé
article 7.4.1	article 32-2
article AP 12	articles 19 à 31

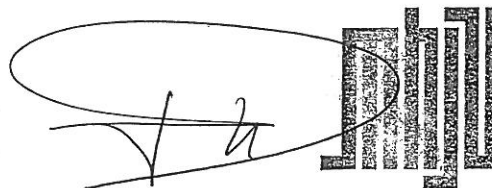
Fait à ..... Le .....

Le maître d'ouvrage,

Lu et approuvé par le maître d'œuvre,

Fait à Bordeaux Le 24/04/2009

*lu et approuvé,*



marjan hessamfar  
& Joe vérons  
architectes  
associés

*H*